



CHAMBRE DES REPRESENTANTS
DE BELGIQUE

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

COMPTE RENDU INTÉGRAL
AVEC
COMPTE RENDU ANALYTIQUE TRADUIT
DES INTERVENTIONS

INTEGRAAL VERSLAG
MET
VERTAALD BEKNOPT VERSLAG
VAN DE TOESPRAKEN

COMMISSION DE LA SANTE PUBLIQUE, DE
L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA
SOCIETE

COMMISSIE VOOR DE VOLKSGEZONDHEID, HET
LEEFMILIEU EN DE MAATSCHAPPELIJKE
HERNIEUWING

Mardi

10-07-2012

Après-midi

Dinsdag

10-07-2012

Namiddag

N-VA	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	Parti Socialiste
CD&V	Christen-Democratisch en Vlaams
MR	Mouvement réformateur
sp.a	socialistische partij anders
Ecolo-Groen	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
Open Vld	Open Vlaamse Liberalen en Democraten
VB	Vlaams Belang
cdH	centre démocrate Humaniste
FDF	Fédéralistes démocrates francophones
LDD	Lijst Dedecker
MLD	Mouvement pour la Liberté et la Démocratie

Abréviations dans la numérotation des publications :		Afkortingen bij de nummering van de publicaties :	
DOC 53 0000/000	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000	Parlementair stuk van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral (couverture verte)	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral définitif et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (op beigeleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants	Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers
Commandes :	Bestellingen :
Place de la Nation 2	Natieplein 2
1008 Bruxelles	1008 Brussel
Tél. : 02/ 549 81 60	Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74	Fax : 02/549 82 74
www.lachambre.be	www.dekamer.be
e-mail : publications@lachambre.be	e-mail : publicaties@dekamer.be

SOMMAIRE

Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au secrétaire d'État à l'Environnement, à l'Énergie et à la Mobilité, adjoint à la ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances, et secrétaire d'État aux Réformes institutionnelles, adjoint au premier ministre, sur "la possibilité d'amendes administratives pour faire respecter la loi 'normes de produits'" (n° 12809)

Orateurs: **Thérèse Snoy et d'Oppuers, Melchior Wathelet**, secrétaire d'État à l'Environnement, à l'Énergie, à la Mobilité et aux Réformes institutionnelles

INHOUD

Vraag van mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers aan de staatssecretaris voor Leefmilieu, Energie en Mobiliteit, toegevoegd aan de minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen, en staatssecretaris voor Staatshervorming, toegevoegd aan de eerste minister, over "administratieve boetes om de productnormenwet te doen naleven" (nr. 12809)

Sprekers: **Thérèse Snoy et d'Oppuers, Melchior Wathelet**, staatssecretaris voor Leefmilieu, Energie, Mobiliteit en Staatshervorming

COMMISSION DE LA SANTE
PUBLIQUE, DE
L'ENVIRONNEMENT ET DU
RENOUVEAU DE LA SOCIETE

COMMISSIE VOOR DE
VOLKSGEZONDHEID, HET
LEEFMILIEU EN DE
MAATSCHAPPELIJKE
HERNIEUWING

du

van

MARDI 10 JUILLET 2012

DINSDAG 10 JULI 2012

Après-midi

Namiddag

De behandeling van de vragen en interpellaties vangt aan om 14.46 uur. De vergadering wordt voorgezeten door de heer Hans Bonte.

Le développement des questions et interpellations commence à 14.46 heures. La réunion est présidée par M. Hans Bonte.

De **voorzitter**: Vraag nr. 12782 van de heer Schiltz werd omgezet in een schriftelijke vraag.

Le **président**: La question n° 12782 de M. Schiltz est transformée en question écrite.

01 Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au secrétaire d'État à l'Environnement, à l'Énergie et à la Mobilité, adjoint à la ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances, et secrétaire d'État aux Réformes institutionnelles, adjoint au premier ministre, sur "la possibilité d'amendes administratives pour faire respecter la loi 'normes de produits'" (n° 12809)

01 Vraag van mevrouw Thérèse Snoy et d'Oppuers aan de staatssecretaris voor Leefmilieu, Energie en Mobiliteit, toegevoegd aan de minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen, en staatssecretaris voor Staatshervorming, toegevoegd aan de eerste minister, over "administratieve boetes om de productnormenwet te doen naleven" (nr. 12809)

01.01 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen): Monsieur le secrétaire d'État, ma question porte sur l'application de la loi de 1998 sur les normes de produits. Celle-ci prévoit, dans son article 17, que des dispositifs de sanction sont à la disposition des fonctionnaires habilités aux contrôles et inspections dans les entreprises.

Aujourd'hui, cependant, il me revient que les moyens réels de sanction des infractions sont totalement insuffisants. En 2011, pour ce qui concerne les chiffres des experts techniques biocides, 2 666 contrôles auraient été effectués, dont 245 avertissements et 7 PV. Bien entendu, ces avertissements ne seront suivis d'effets que s'ils sont subordonnés à une menace de sanction plus forte. Si les fonctionnaires dressent PV, encore faut-il qu'ils soient suivis par le parquet, ce qui arrive exceptionnellement. Il y a aussi la possibilité de saisir mais cela ne se peut sans PV au procureur du Roi.

Il en résulte un manque de rigueur dans le respect de la loi et un découragement des fonctionnaires habilités, qui pourtant réalisent de nombreuses inspections. Si elles étaient bien utilisées, les amendes administratives constitueraient une garantie pour les fonctionnaires de garder du crédit et d'être efficaces.

01.01 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen): In artikel 17 van de wet betreffende de productnormen worden de straffen vastgesteld die kunnen volgen op een proces-verbaal van een controle- en inspectieambtenaar. Toch schiet de bewerktuiging voor de bestraffing van overtredingen blijkbaar tekort. De strafkans moet groter worden, zodat waarschuwingen effect hebben. De ambtenaren stellen wel processen-verbaal op, maar het parket vervolgt maar zeer zelden.

De wet wordt bijgevolg maar halfslachtig nageleefd en de ambtenaren raken ontmoedigd. De mogelijkheid om administratieve boetes op te leggen zou hun

Depuis longtemps, le gouvernement fédéral aurait, sur sa table, un arrêté prévoyant un système d'amendes administratives. Monsieur le secrétaire d'État, pouvez-vous me confirmer qu'il n'y a, à l'heure actuelle, pas moyen de recourir à des amendes administratives pour les entreprises en infraction? Est-il exact qu'un arrêté sur les amendes administratives est en préparation? Si oui, pourquoi n'est-il pas encore entré en vigueur depuis tout ce temps?

01.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État: Monsieur le président, madame Snoy, aujourd'hui, il n'est effectivement pas possible de percevoir des amendes administratives sur la base de procès-verbaux établis dans le cadre d'inspections relatives à l'application de la loi "normes de produits". Ces procès-verbaux sont adressés au parquet qui les traite rarement.

C'est la raison pour laquelle, lors de la dernière version de la loi en 2011, un système d'amendes administratives a été adopté. Celui-ci s'applique systématiquement en cas d'infractions légères et peut s'appliquer si le parquet n'a pas traité les infractions graves endéans les trois mois.

Le projet d'arrêté royal relatif aux amendes administratives, prévu par l'article 18 de la loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits, est en cours d'approbation. Une réunion de travail intercabineaux a eu lieu le 26 juin dernier pour analyser le texte et il est possible que le Conseil des ministres l'examine encore avant la trêve estivale. Nous devrions recevoir l'avis du Conseil d'État vers le 1^{er} octobre, l'analyser et l'intégrer ensuite dans le texte et pouvoir le publier ainsi avant la fin de l'année. L'entrée en vigueur est effectivement prévue dix jours après la publication au *Moniteur belge*.

01.03 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen): Monsieur le secrétaire d'État, c'est une bonne nouvelle. Le système d'amendes administratives est essentiel à l'efficacité des contrôles. Il semblerait que certains fonctionnaires n'osaient plus se présenter dans les entreprises en cas d'infraction vu leur manque de crédibilité. Ces infractions pouvaient néanmoins porter atteinte à la santé et à l'environnement, notamment dans le cas de produits dangereux ou interdits. Monsieur le secrétaire d'État, c'est très important. J'espère que vous mettrez la pression pour que cela se fasse le plus vite possible.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

*La réunion publique de commission est levée à 14.50 heures.
De openbare commissievergadering wordt gesloten om 14.50 uur.*

geloofwaardigheid en slagkracht garanderen. De federale regering heeft een koninklijk besluit klaar dat het opleggen van administratieve boetes mogelijk moet maken. Klopt dat? Waarom is het koninklijk besluit nog niet in werking getreden?

01.02 Staatssecretaris Melchior Wathelet: Het is niet mogelijk om administratieve boetes te innen op grond van processen-verbaal die worden opgesteld tijdens controles op de toepassing van de productnormenwet. Die processen-verbaal worden overgezonden aan de parketten, die er zelden gevolg aan geven. In de recentste versie van de wet – die van 2011 – werd er een systeem van administratieve boetes opgenomen. Dat wordt systematisch toegepast bij lichte overtredingen en kan ook worden toegepast indien het parket zware overtredingen niet binnen drie maanden heeft behandeld.

Het ontwerp van koninklijk besluit met betrekking tot de administratieve boetes ligt ter goedkeuring voor. De ministerraad kan het nog vóór het zomerreces behandelen. We wachten het advies van de Raad van State tegen begin oktober in en hopen de tekst dit jaar nog te publiceren.

01.03 Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen): Dat is goed nieuws. Sommige ambtenaren durfden zich niet meer in de bedrijven te vertonen, omdat ze eigenlijk papieren tijgers waren en hun geloofwaardigheid onderuit gehaald werd, maar sommige overtredingen konden wél kwalijke gevolgen hebben voor de volksgezondheid en het milieu.

